

Unité interdépartementale des deux Savoie  
430, rue Belle Eau  
ZI des Landiers Nord  
73000 Chambéry

Chambéry, le 01/04/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**AGRATI**

ZA Val Guiers Est

73240 AVRESSIEUX

Références : 20220302-RAP-InspectionAgratiAvressieux-Georisques

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/03/2022 dans l'établissement AGRATI implanté ZA Val Guiers Est 73240 AVRESSIEUX. L'inspection a été annoncée le 07/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été réalisée dans le cadre d'une opération régionale "coup de point" relative à l'état des stocks présents sur site, l'incendie et le confinement des eaux d'extinction.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- AGRATI
- ZA Val Guiers Est 73240 AVRESSIEUX
- Code AIOT dans GUN : 0006113491
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société AGRATI, située à Avressieux, a pour activité la production de vis métalliques destinées principalement à l'industrie automobile et à des équipementiers de l'automobile.

Pour cela, elle comprend un atelier de traitement de surface relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 3260 de la nomenclature des installations classées. Elle dispose d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 21 octobre 2016.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- État des Stocks / Incendie / Confinement des eaux d'extinction

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
État des matières stockées – Cas général	Arrêté Ministériel du 30/06/2006, articles 11 et 12	/	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/10/2016, articles 8.2.2, 8.2.4	/	Sans objet
Prévention du risque pollution par eaux extinction	Arrêté Préfectoral du 21/10/2016, article 8.2.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- nom : risque accidentel-référence règlementaire : arrêté ministériel du 30/06/2006, articles 11 et 12 .  
Un recensement des stocks et des matières présentes, y compris les matières combustibles est en cours de finalisation. Celui-ci sera transmis à l'inspection avant le 15 avril 2022.  
.Une fois finalisé l'état des stocks sera maintenu à jour, et sera tenu à disposition des services de secours et des autorités préfectorales.
- nom : risque accidentel-l'exploitant prendra contact avec le SDIS 73 pour établir un plan ETARE à l'issue des travaux de construction du deuxième bâtiment.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** État des matières stockées – Cas général

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2006, articles 11 et 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.</p> <p>Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas pu fournir un état des matières stockées à jour, lors de cette inspection. Néanmoins, ce point a déjà fait l'objet d'une non-conformité relevé lors d'un précédent audit qualité interne. <b>Un recensement des stocks et des matières présentes est en cours de finalisation. Celui-ci sera transmis à l'inspection avant le 15 avril 2022.</b> Une fois finalisé l'état des stocks sera maintenu à jour, et sera tenu à disposition des services de secours et des autorités préfectorales.</p> <p>Les FDS sont gérées par l'intermédiaire d'un logiciel dédié. (200 fiches disponibles). En cas de sinistre et de coupure de l'alimentation électrique l'accès aux fiches demeure possible via l'application web.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Moyens de lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, articles 8.2.2, 8.2.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Action Coup de Poing

**Prescription contrôlée :**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100/150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h pendant 2H ...

L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage

- d'un dispositif d'extinction automatique ;
- d'une réserve d'eau enterrée de 120 m<sup>3</sup> m<sup>3</sup>
- d'un bassin d'eau d'extinction de 180 m<sup>3</sup>
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.
- des robinets d'incendie armés ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles ;
- des colonnes sèches ;

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.

**Constats :**

La procédure n° P EHS 47 indice B du 29/03/21 remise lors de l'inspection détaille les modalités d'organisation des secours en cas d'incendie.

Un plan des locaux est disponible, l'exploitant prendra contact avec le SDIS 73 pour établir un plan ETARE à l'issue des travaux de construction du deuxième bâtiment.

La rétention est assurée par un bassin coté Est du bâtiment.

L'établissement dispose des équipements incendies suivants :

-PI entrée du site de 60m<sup>3</sup>/h en DN 100 vérifié le 04/02/21

-PI de 60 m<sup>3</sup>/h en DN 100 vérifié le 04/ 02/ 21

en observation le vérificateur a indiqué "débit non-constant, jets par à-coups"

L'inspection a contacté la société Alpincendie le 17/03/22, selon le technicien ayant réalisé le contrôle les à-coups n'ont pas d'incidence sur l'efficacité du dispositif.

-PI (bleu) réserve incendie de 120 m<sup>3</sup> (volume non vérifié lors de l'inspection).

-bassin d'eau d'extinction de 180 m<sup>3</sup> (volume non vérifié lors de l'inspection).

la zone d'activité dispose également d'une réserve incendie de 480 m<sup>3</sup> équipée située à 900 m du site (non vérifié lors de l'inspection).

- d'extincteurs (70 unités selon le rapport de visite semaine 31/2022 Alpincendie).

- de RIA (24 unités selon le rapport de visite semaine 31/2022 Alpincendie).

-dispositifs d'extinction automatique CO2 pour le "trempage huile".

Selon l'exploitant l'ensemble de ces dispositifs sont utilisables en période de gel.

**Type de suites proposées :** Sans objet

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle : Maintenance et test**

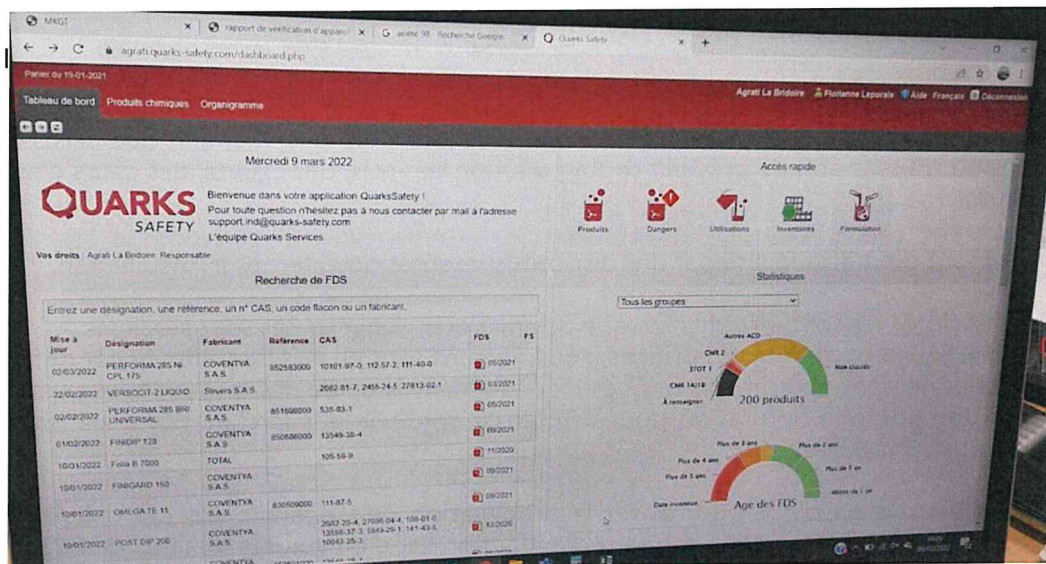
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 21/10/2016, article 8.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b> Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.  Sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :  <ul style="list-style-type: none"><li>- Extincteur et RIA : Fréquence minimale de contrôle : Annuelle</li><li>- Système d'extinction automatique à eau (sprinkler) : : Fréquence minimale de contrôle : Semestrielle</li><li>- Installation de détection incendie : Fréquence minimale de contrôle : Semestrielle</li><li>- Installations de désenfumage : Fréquence minimale de contrôle : Annuelle</li><li>- Portes coupe-feu : Fréquence minimale de contrôle : Annuelle</li></ul>
<b>Constats :</b>  Le registre sécurité a été présenté lors de l'inspection. -les extincteurs ont été vérifiés semaine 31 /2021. -les RIA ont été vérifiés 31 /2021. -les PI ont été vérifiés 31 /2021 -désenfumage vérifiés 31 /2021 -extinction automatique CO2 vérifié le 20 avril 2021 et 18 octobre 2021 -détection incendie contrat de maintenance semestrielle -porte coupes feu vérifiées les 24 et 25 /11/2021  Lors de l'inspection, une benne était placée à proximité d'un PI sans en interdire l'utilisation, des caisses étaient également présente à proximité d'un RIA sans en interdire l'usage. La benne et les caisses ont été éloignées des équipements (photos transmises par l'exploitant).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Prévention du risque pollution par eaux extinction

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 30/06/2006, article 8.2.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Action Coup de Poing
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.  Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation.  Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées.  Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements. Le volume du bassin de confinement des eaux d'extinction est d'un volume minimal de 660 m3.  Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.
<b>Constats :</b>  Un bassin de rétention extérieur d'un volume de 660 m3 est en service. (volume non vérifié lors de l'inspection). Le volume du bassin a été calculé de la façon suivante : (extrait de l'AP d'autorisation du 21/10/2016) <ul style="list-style-type: none"><li>• du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,</li><li>• du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;</li><li>• du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.</li></ul> La Procédure FP EH 52 détaille les actions à mettre en oeuvre pour capter les eaux incendies.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## Photos



Logiciel de gestion des FDS.



Bassin incendie de 180 m3.



Réserve incendie de 120 m3.



Bassin de rétention.





Centrale incendie.



Extinction automatique installation "trempe huile".